

Peter Kemp

Président honoraire de la FISP

La place de la philosophie dans la société contemporaine

Communication à la séance académique
à l'Institut supérieure de philosophie,
UCL, Louvain-la-Neuve
7 avril 2011

Dans mon discours au XXII^e congrès mondial de la philosophie durant l'été 2008, je pouvais constater que « la réflexion philosophique joue toujours un rôle extrêmement important dans le monde », et que « partout dans le monde, les philosophes prennent la parole, que ce soit au sein des institutions scientifiques ou à l'extérieur de celles-ci, pour être, la plupart du temps, bien reçus »¹. Aujourd'hui, la philosophie continue sans doute à jouer un grand rôle au plan mondial, mais depuis l'automne 2008, ici ou là des attaques contre des institutions de recherche et d'enseignement de philosophie ont eu lieu, surtout provoquées, semble-t-il, par la crise financière qui a éclaté en octobre 2008. De ces attaques, souvent liées aux agressions contre les sciences humaines en général, il faut analyser les causes et renforcer nos arguments pour démontrer le caractère indispensable de la philosophie dans nos sociétés et, comme dirait Jean Ladrière, appliquer la rationalité pour relever le défi des cultures².

I. Les attaques contemporaines contre la philosophie

Mais rappelons d'abord les assauts contre la philosophie³.

En octobre 2008, le gouvernement fédéral de l'Etat fédéral du Mexique a mis en application une réforme du programme obligatoire des lycées selon laquelle non seulement la philosophie (logique, esthétique, éthique et introduction à la philosophie) mais aussi tout le domaine des sciences humaines étaient supprimés. La contre-attaque est venue des professeurs de philosophie. Ils ont créé une organisation nommée *Observatorio Filosófico de México* qui réunissait toutes les sociétés de philosophie au Mexique. Une lutte intense s'est déroulée dans les médias et la défense de la philosophie est aussi venue des organisations internationales comme la FISP. Le gouvernement battit alors en retraite et, en juin 2009, un accord sur le maintien de l'enseignement de la philosophie et des sciences

¹ Peter Kemp : « Repenser la philosophie : le pouvoir de la parole », *Diogène*, 224, Octobre 2008, PUF, p. 36

² Jean Ladrière: *Les enjeux de la rationalité. Le défi de la science et de la technologie aux cultures*, Aubier UNESCO, Paris, 1977

³ Pour plus d'information, voir FISP Bulletin d'automne/hiver 2010

humaines au lycée fut signé. Cependant, les autorités ont très peu respecté cet accord et la lutte a continué.

Deuxième cas : en avril 2010, fut annoncée la fermeture du *Centre de Recherche de la philosophie moderne européenne* à l'université de Middlesex au nord de Londres. Cette décision fut motivée par le doyen de la faculté des Arts et des Sciences Humaines qui déclarait qu'elle était d'ordre 'purement financier'⁴. En fait, la faculté ne reçoit pas la même subvention d'Etat pour les programmes de sciences humaines que pour certains autres. Cette fermeture était contestée par des philosophes du monde entier, et deux mois plus tard l'université de Kingston, également à Londres, accueillit le centre avec tous ses programmes et ses étudiants, ainsi que quatre de ses professeurs. On ne réussit donc pas à arrêter l'activité philosophique du centre.

Un troisième cas d'agression contre les recherches et l'enseignement de philosophie eut lieu au Danemark, en même temps que l'affaire de Middlesex. Le doyen de mon école universitaire de l'éducation, une faculté de l'Université d'Aarhus (mais située à Copenhague), avertit les trois professeurs associés en philosophie de l'éducation qu'ils seraient révoqués parce que, à son avis, leur perspective appartenait plutôt à un institut de philosophie pure qu'à une institution de l'éducation. Ayant le droit de réclamation avant la décision finale, ils ont fait valoir qu'ils avaient fait tout ce que l'école leur avait demandé, et d'ailleurs que le règlement de l'université leur assurait la liberté académique pour leurs recherches. Aussi plus de 350 chercheurs des autres quatre pays nordiques issus des divers domaines de la philosophie et des sciences de l'éducation ont protesté dans une déclaration au recteur. Le doyen est alors revenu sur son argumentation pour la démission des trois enseignants et a fait valoir que la raison était purement économique. Mais pourquoi avait-il choisi de démettre trois philosophes parmi plus de deux cents enseignants? Personne ne pouvait douter du fait que c'était la philosophie qui était visée. Cependant, deux mois plus tard le nombre des nouveaux étudiants qui voulait étudier la philosophie de l'éducation a triplé (et la subvention d'Etat de même), et le doyen ne pouvait plus se référer à l'argument économique. Il ne pouvait que revenir sur la démission; l'un des philosophes fut transféré à la section de sociologie de l'éducation, et les deux autres ont été réengagés après deux mois de destitution. De plus, à l'occasion d'une restructuration de l'Université d'Aarhus, le doyen a été remplacé dès le 1^{er} Janvier 2011.

Quatrième cas : en automne 2010, le nouveau directeur de l'institut de philosophie de l'Académie hongroise des sciences, nommé par le nouveau gouvernement de droite en Hongrie, a destitué quatre philosophes et qualifié quinze autres philosophes parmi les vingt-trois de son institut de « professionnellement non-

⁴ Commission nationale italienne pour UNESCO : *L'Enseignement de la philosophie en Europe et Amérique du Nord*, Janvier 2011, UNESCO, Paris, p. 56

qualifiés » (*fachlich ungeeignet*). Presque deux mille chercheurs et professeurs de Hongrie et de l'étranger ont protesté. Et en janvier 2011, cinq philosophes (dont la philosophe mondialement connue Agnes Heller et le vice-président de la société hongroise de philosophie, Mihaly Vajda) étaient accusés par les instances juridiques d'avoir reçu des donations de la part du gouvernement précédent de gauche. Cette répression des philosophes a ici cette particularité non seulement d'avoir un air d'antisémitisme, mais encore d'être liée à la tentative du nouveau gouvernement de supprimer la liberté d'expression, ce qui a fortement été critiqué au parlement européen.

Dernier cas : au début de 2011, on apprend que le vice-chancelier de l'Université de Keele en Angleterre a proposé au Conseil de l'Université de liquider l'institut de philosophie de son université au prétexte que la faculté de droit pourrait s'occuper de l'éthique philosophique. Or, cet institut est l'un des plus actifs et les plus connus d'Angleterre, en particulier parce qu'il abrite la publication du *British Journal for the History of Philosophy* et constitue le centre principal des activités de la philosophie kantienne. De nombreuses protestations, nationales et internationales, se sont élevées contre cette fermeture de l'institut de philosophie, et la direction de l'université a décidé de se donner au moins un an pour repenser la situation.

II. Le défi de l'Etat de concurrence à la philosophie

On peut se réjouir du fait qu'aucune des attaques contre la philosophie que je viens de mentionner n'ait pleinement réussi, mais il faut reconnaître aussi que les recherches et l'enseignement de la philosophie sont en danger aujourd'hui. Voyons le contexte historique et social dans lequel ces attaques ont eu lieu.

Il s'agit d'une crise des sciences humaines dont la philosophie, la philosophie des sciences incluse, n'est qu'une des disciplines. Cette crise fait sans doute partie de la crise actuelle de l'Etat démocratique et de bien-être. Cet Etat s'est développé pendant deux cents ans, surtout en Europe, aux Etats-Unis et dans certains autres pays, comme le fruit de la révolution française de 1789, de la réforme scolaire et universitaire en Allemagne en 1810 et de la révolution industrielle et technologique des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Cet Etat a atteint le sommet après la deuxième guerre mondiale où la guerre froide entre l'Est et l'Ouest rappelait au pays de l'Ouest l'importance de la connexion entre l'idéal de la démocratie et le bien-être. Mais cet Etat est en crise aujourd'hui après la chute du Mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, parce qu'on a cru que la lutte pour la démocratie était définitivement gagnée, de sorte qu'elle n'était plus nécessaire, dans la mesure où les forces du Marché mondial semblaient résoudre tous les grands conflits politiques.

On peut dire, comme le politologue danois Ove Kaj Pedersen, que l'idée de l'Etat de concurrence a remplacé l'idéal de l'Etat de bien-être. Ce dernier est en crise, parce qu'il s'est montré trop coûteux et qu'il ne se laisse pas simplement absorber dans un système de concurrence dont le triomphe du plus fort sur le plus faible ne permet plus la protection du bien-être de chacun, et dans lequel on ne peut pas se permettre une vie politique démocratique qui reconnaît à chacun le droit de codétermination dans la vie politique. L'égoïsme de chacun est maintenant accepté dans la mesure où il stimule la concurrence, et le souci de l'autre ne compte plus comme dans l'Etat de bien-être⁵.

On redéfinit donc la tâche du système scolaire et des universités. Elle est de moins en moins une éducation pour la démocratie et la justice sociale, et de plus en plus une éducation pour la concurrence nationale et internationale. De plus, les écoles et les universités sont maintenant priées d'entrer en concurrence entre elles-mêmes et avec les grandes entreprises, auxquelles elles « vendent le savoir ».

Dans cette concurrence, les sciences humaines et en particulier la philosophie n'ont apparemment pas de raison d'être. La philosophie est – comme la littérature, l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la linguistique et les autres sciences humaines – inutile et même dangereuse pour la concurrence.

III. L'exigence de la performativité

Ce qui compte dans la recherche comme dans l'enseignement, c'est ce que Jean-François Lyotard a appelé *la performativité*. C'était en 1979 dans son ouvrage *La condition postmoderne* que ce philosophe faisait l'analyse de cette manière de penser qui signifie que la recherche et l'enseignement ne visent plus la formation de l'individu, mais justement sa performativité ; l'enseignement supérieur et la recherche fondamentale devenaient des sous-systèmes du système social, et le critère de performativité était appliqué pour répondre à tous les problèmes⁶.

Le livre de Lyotard fut d'abord connu par l'idée que le temps des « grands récits » est révolu et qu'il est remplacé par le temps des « petits récits », mais en fait les petits récits auxquels il ne réfère que brièvement et dans une note,⁷ ne retenaient pas son plus grand intérêt. Il était plus intéressé par la légitimation du savoir des gens par « leur pratique langagière et [...] leur interaction communicationnelle ».⁸ En fait, c'était selon Lyotard ce discours qui légitime la performativité et le support politique de la recherche et de l'éducation, qui donne des bons résultats. Par contre, des contributions des sciences humaines et de la philosophie à la culture et à la formation humaine ne sont plus considérées comme

⁵ Ove K. Pedersen : *Konkurrence Staten*, Hans Reitzels forlag, Copenhague, 2011

⁶ Jean-François Lyotard: *La condition postmoderne, Rapport sur le savoir*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1979, p. 79

⁷ Jean-François Lyotard: *La condition postmoderne*, p. 98 et note 211

⁸ Jean-François Lyotard: *La condition postmoderne*, p. 68.

précieuses. Seule compte la performance au sein du marché et la croissance des richesses matérielles et techniques de la société.

Citons Lyotard: « De toute façon, le principe de performativité, même s'il ne permet pas de décider clairement dans tous les cas de la politique à suivre, a pour conséquence globale la subordination des institutions d'enseignement supérieur aux pouvoirs. A partir du moment où le savoir n'a plus sa fin en lui-même comme réalisation de l'idée ou comme émancipation des hommes, sa transmission échappe à la responsabilité exclusive des savants et des étudiants. L'idée de 'franchise universitaire' est aujourd'hui d'un autre âge. »⁹. En d'autres mots, la liberté académique n'est plus acceptable. Il en résulte, comme Lyotard l'a bien vu, la perte de l'autonomie des institutions de l'enseignement supérieur et leur subordination au pouvoir politique.¹⁰ Cela signifie qu'on refuse aux systèmes d'enseignement et de recherche le droit à une critique des idées dominantes.

IV. La fausse conscience de la société de concurrence

Ce que Lyotard décrit c'est donc bien l'idéologie de l'Etat de concurrence qui est devenu aussi celle d'une société de concurrence. Cependant, on peut, comme Marx par rapport à l'idéologie allemande, dévoiler l'idéologie de l'Etat de concurrence comme une demi-fausse conscience. Car elle est un système imaginaire qui souffre des incapacités à maîtriser certains grands problèmes de notre temps.

D'abord le problème de savoir comment maintenir, dans une société de concurrence, une conscience de cohésion sociale qui rend le système acceptable pour tous. Car dans cette société, on ne croit plus à l'éducation des gens pour la démocratie et donc pour un attachement responsable au bien commun. Chacun peut maintenant poursuivre son propre intérêt dans les cadres que lui prescrit son chef. Par contre, on croit que les grands chefs peuvent se passer de leurs intérêts personnels et établir la cohérence sociale par leur contrôle de toute activité commune.

Par conséquent, ce sont les chefs seuls qui ont la tâche de penser et d'agir pour le bien commun. Mais où trouver de tels chefs altruistes parmi des gens qui n'ont appris qu'à penser à leurs propres intérêts et non pas au bien commun ? Ce n'est pas pensable.

La société de concurrence qui croit se passer de l'éducation des gens pour le souci du bien commun et pour la reconnaissance mutuelle du droit de l'autre, a donc néanmoins besoin d'une formation des gens pour qu'ils se soucient du bien commun et pour que l'on puisse recruter de bons chefs parmi eux. C'est ainsi que l'idéologie se contredit, et la société de concurrence ne peut aller jusqu'au bout de la lutte de tous contre tous. Au contraire, chaque citoyen doit apprendre à renoncer

⁹ Jean-François Lyotard: *La condition postmoderne*, p. 82-83.

¹⁰ Jean-François Lyotard: *La condition postmoderne*, p. 82.

à la concurrence et à vivre avec les autres pour des causes communes et en reconnaissant aux autres une codétermination dans des affaires publiques.

V. La formation du citoyen du monde

Mais si l'on ne peut pas se passer d'une éducation pour le souci du bien commun qui fonde la démocratie, on a besoin des sciences humaines comme le démontre Martha C. Nussbaum dans son livre *Not for profit. Why democracy needs humanities (Pas pour le profit. Pourquoi la démocratie a besoin des sciences humaines)*. Elle fait valoir que, sans les sciences humaines, la jeunesse n'apprend pas les idées qui peuvent les former comme démocrates, c'est-à-dire comme des citoyens autonomes, critiques et réalistes qui savent apprécier la vie avec les autres, et non seulement avec des con-citoyens nationaux, mais encore avec des étrangers venant de tous les coins du monde.

C'est ce qu'on n'apprend pas si l'on apprend uniquement comment s'accroître économiquement et tirer des profits matériels des choses ou comment devenir le plus efficace sur le marché mondial. Mais les jeunes doivent apprendre qu'une « économie solide est un moyen pour une fin humaine, jamais une fin en soi-même », puisque « pour la plupart nous n'aimerions pas vivre dans une société prospère qui a cessé d'être démocratique »¹¹.

Nous ne pouvons nous dispenser d'une éducation qui forme des personnes responsables et qui prescrit la reconnaissance aux autres de droits égaux indépendamment de leur couleur, de leur religion, du sexe, etc., qui forme des personnes qui savent juger ce qui est bien et ce qui est mauvais pour leur propre pays en général et pour le rôle que ce pays peut jouer avec d'autres peuples dans un monde complexe.

Ainsi, Nussbaum nous exhorte à une citoyenneté mondiale et cosmopolite et, dans un chapitre sur « les citoyens du monde », elle rappelle que « nous vivons dans un monde dans lequel les gens se rencontrent à travers des fossés géographiques, linguistiques et nationaux ». Elle déclare que, « plus que jamais par le passé, nous sommes tous dépendants des gens que nous n'avons jamais vus, et qui dépendent de nous. Les problèmes que nous avons à résoudre – problèmes économiques, environnementaux, religieux et politiques – sont globaux dans leur envergure »¹².

Or justement, comme le fait valoir Nussbaum, pour les résoudre nous avons besoin de ce que peuvent nous donner l'histoire, la géographie, des études interdisciplinaires des cultures, l'histoire du droit et des systèmes politiques, et les sciences des religions – tout cela en connexion entre eux.

¹¹ Martha C. Nussbaum: *Not for profit. Why democracy needs humanities*, Princeton University Press, Princeton and Oxford, p. 10-11; Traduction française: *Les émotions démocratiques*, Climats, Paris, 2011..

¹² Ibid., p. 79- 80

Nussbaum ne plaide pas directement pour la philosophie. Mais son discours est philosophique d'un bout à l'autre, à la fois une analyse et une critique de la société de concurrence et de profit où la philosophie – comme les autres sciences humaines - n'a pas de place.

Nous avons mentionné que la société de concurrence ne peut pas résoudre la question du rôle de la démocratie : elle le renie et elle le présuppose. Aussi elle est incapable de résoudre les autres grands problèmes de notre temps. Je pense surtout au fait qu'elle ne peut pas résoudre le problème du réchauffement climatique, celui de la crise financière qui depuis l'automne 2008 a pesé sur le marché mondial, et celui de la coexistence pacifique des cultures et des nations. Ce sont des problèmes qui ont rendu nécessaire de dépasser l'idée de l'Etat-Nation souverain pour penser l'idée de la citoyenneté mondiale. Mais une société cosmopolite fondée sur un réseau d'institutions internationales et transnationales n'est pas possible pas plus qu'une société de pure concurrence. Une telle société serait vouée à l'échec par ses propres contradictions.

VI. Les sciences dogmatiques du pouvoir et la philosophie

Une réflexion philosophique qui vise la vérité, c'est-à-dire une compréhension du monde qui vaut pour tous, ne peut donc jamais se subordonner aux ordres d'un Etat de concurrence sans cesser d'être philosophique. Et la place de la philosophie dans la société contemporaine est justement là où l'on peut montrer les limites de la société de concurrence et les contradictions qui la rendent incapable de maîtriser des grands problèmes de notre temps.

Nous, les philosophes d'aujourd'hui, nous sommes à peu près dans la même situation qu'Emmanuel Kant, quand il écrivait son essai *Le conflits des facultés*. Il voyait les limites des facultés dogmatiques, celles de la théologie, du droit et de la médecine, et il insistait sur la nécessité d'une faculté libre, celle des disciplines qui ne visent que la vérité.

Il mentionne que les trois facultés dogmatiques sont considérées comme des facultés supérieures, parce qu'elles enseignent ce que le gouvernement considère comme nécessaire pour satisfaire les besoins de tout être humain dans la société et par là maintenir le pouvoir de ce gouvernement et lui préserver son influence sur le peuple. Il rappelle que la faculté de théologie s'occupe du bien éternel de chacun, la faculté du droit se soucie du bien social de chaque membre de la société, et la faculté de médecine vise le bien corporel (vivre longtemps et être en bonne santé).

Mais ces facultés, surtout la théologie et le droit, ne se fondent pas sur la raison, mais sur l'autorité qui détermine leurs enseignements par l'écrit. C'est ainsi que selon Kant « le théologien biblique (comme appartenant à la faculté supérieure) puise ses enseignements non pas dans la raison, mais dans *la Bible* ; le professeur

de droit non pas dans le droit naturel, mais dans le *droit civil* ; le savant en médecine puise sa méthode thérapeutique destinée au public, non pas dans la physique du corps humain, mais dans les *règlements médicaux* ». ¹³ Il ajoute que dès « qu'une de ces facultés ose y mêler quelque chose qui est emprunté à la raison, elle porte atteinte à l'autorité de l'administration qui donne ses ordres à travers elle, et elle s'engage sur le territoire de la faculté de la philosophie, qui lui retire sans ménagement l'éclatant plumage prêté par cette administration et la traite sur un pied d'égalité et de liberté » ¹⁴.

A la différence des trois facultés supérieures, la faculté inférieure « ne s'occupe que d'enseignements qui ne sont pas acceptés comme des directives, sur l'ordre d'un chef, ou on peut la nommer ainsi pour autant qu'elle s'en occupe » ¹⁵. Elle s'occupe de la vérité. Cette faculté de philosophie comptait, au temps de Kant, les disciplines de la connaissance historique et naturelles et celles des connaissances rationnelles pures (mathématique, logique, métaphysique, éthique etc.), elle était pour Kant la seule faculté entièrement libre ; elle était « soumise uniquement à la législation de la raison, non à celle du gouvernement » ¹⁶.

C'est pourquoi cette faculté de philosophie doit, selon Kant, « revendiquer tous les enseignements pour soumettre leur vérité à l'examen. Elle ne peut pas être frappée d'un interdit par le gouvernement sans que celui-ci agisse à l'encontre de sa fin spécifique et essentielle » ¹⁷.

Rappelons que c'est sans doute Kant qui a inspiré la réforme du système d'enseignement et en particulier de l'université en Prusse en 1810 par le linguiste et ministre de l'éducation Wilhelm von Humboldt selon l'idée d'une formation générale (*allgemeine Bildung*). En effet, dans *Le conflits des facultés*, Kant avait rêvé d'une université où l'ordre des facultés était renversé et où « la faculté inférieure devienne la faculté supérieure », ¹⁸ libérée de tous les dogmes et de toutes les pratiques qui limitaient l'accès à la vérité dans les autres facultés dites supérieures. La faculté de philosophie qui ne s'occuperait que de la vérité devrait donc, selon Kant, devenir supérieure aux autres, « non pas certes, dit-il, dans la position du pouvoir, mais cependant dans la capacité de conseiller celui que le [gouvernement] possède » ¹⁹.

VII. La philosophie face aux dogmatismes aujourd'hui

¹³ Emmanuel Kant : *Les conflits des facultés*, dans *Œuvres philosophiques*, III, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1986, p. 820 (Akad. Ausgabe, VII, 23)

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid., p. 825 /Akad. Ausg. VII, p. 27

¹⁶ Ibid., p. 826 (Akad. Ausg. VII, 27)

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid., p. 836 (Akad. Ausg. VII, p. 35)

¹⁹ Ibid.

Il est frappant de lire la description chez Kant du conflit des facultés à la lumière du conflit d'aujourd'hui entre, d'une part, la recherche et l'enseignement qui vise à servir le pouvoir de l'Etat et qui se soumettent aux lois de la concurrence, et, d'autre part, la recherche et l'enseignement qui exigent la liberté académique pour assurer l'objectivité du savoir et la fiabilité rationnelle des interprétations.

Les facultés ou les disciplines dogmatiques aujourd'hui ce sont celles de la performativité qui enseignent les voix de la concurrence selon le dogme qui dit que le marché mondial résout tous les grands problèmes de notre globe par la main invisible de la lutte des intérêts. A l'encontre de ces disciplines, les sciences humaines et surtout la philosophie osent exprimer une interprétation réaliste de l'état du monde et dénoncent la fausse conscience de l'idéologie de la concurrence.

Formuler et renforcer cette riposte à la société de performativité et de concurrence est donc la tâche de la philosophie aujourd'hui. Sa place est dans une opposition constructive à l'idéologie du management qui cache la réalité et les grands problèmes de nos jours.

Ainsi, comme au temps de Kant, il faut lutter pour la philosophie par la philosophie. La place de la philosophie dans la société contemporaine est celle du gardien de la vérité, de la liberté de pensée et d'action, de la démocratie et de la critique de l'inhumain. C'est pourquoi c'est une grande erreur de croire que notre société n'a pas besoin de philosophie. Il lui faut non pas moins de philosophie, mais plus de philosophie.